



Thinking Africa

NOTE DE RECHERCHE

SOCIÉTÉ CIVILE, JEUNESSE, POLITISATION ET COMPÉTITION POLITIQUE EN CÔTE D'IVOIRE : LECTURES ET ANALYSES AVANT LA CRISE POST-ÉLECTORALE

Par Jean-Marc Segoun

.....

Jean-Marc Segoun est doctorant en science politique à l'Université Paris Nanterre. Il est également chercheur Junior affilié à la Network for Research on Terrorism, Security and Society.

Institut de Recherche et d'Enseignement sur la Paix
www.thinkingafrica.org • contact@thinkingafrica.org

RÉSUMÉ

La société civile est un Terme qui sert à désigner des mouvements de revendication présents dans les sociétés modernes. Le concept de société civile s'oppose à - ou se distingue de- celui de société politique ou système politique¹. Cet article analyse le caractère ambivalent de certaines organisations de la société civile ivoirienne comme des espaces de recrutement politique tout en analysant les jeux de pouvoirs entre acteurs politiques.

SUMMARY

Civil society is a space of socialization and a melting pot for political participation. It is marked by dynamics often of competition between actors having objective to reach the level of decisional political authorities. This article analyzes the ambivalent character of some Ivorian civil society organizations that can be seen as spaces for political recruitment while examining the power play between political actors.

MOTS CLÉS

Société, civile, jeunes, Côte d'Ivoire, ivoirien.

KEYWORDS

Society, Civil, Youth, Ivory Coast, Ivorian

INTRODUCTION

Jean-Jacques Rousseau, l'un des théoriciens du contrat social, définissait la société civile comme « un état intermédiaire entre l'état de nature et l'état civil ». C'est un état neutre dans lequel l'homme n'est pas perverti ni corrompu, notons que ce n'est pas un état de perfection selon Rousseau. Selon son approche, le contrat social permet de préserver la liberté individuelle et à l'individu de retrouver le naturel qui enfui en lui. Le peuple occupe chez Jean-Jacques Rousseau, une fonction importante.

Benjamin Constant dans un autre champ d'analyse, s'intéressait à la participation politique des citoyens et en l'occurrence aux rapports entre liberté et institution démocratique. Lors de son célèbre discours de Paris en 1819 sur La liberté des anciens et celle des modernes, il défendit le système représentatif qui octroie des libertés fondamentales aux individus.

Pour certains auteurs plus contemporains tels que François Rongeon : « *La société civile est un creuset dans lequel l'ensemble des institutions (famille, entreprise, association...) où les individus poursuivent des*

intérêts communs sans interférence de l'État » (Rangon : 1986). Et pour René Otayek : « *la société civile ne peut jouer son rôle de démocratisateur que si elle se politise et s'institutionnalise* » (Otayek : 1999).

Dans un espace géographique comme la Côte d'Ivoire, la guerre civile a été révélatrice de la forte politisation des organisations de la société civile, en l'occurrence, d'organisations de jeunes mobilisées dans les jeux de concurrence et de lutte de pouvoir. Ainsi, d'un espace géographique à un autre, la société civile peut jouer des rôles différents. Ce concept est donc polysémique du fait qu'il change de connotation d'une contrée à un autre. Elle est une réalité sociale et reste indissociable des faits socio-politiques, du fait des positionnements stratégiques des acteurs impliqués. Nonna Mayer partage cette thèse sur la politisation en milieu associatif (Mayer : 2003). Pour cette dernière, que l'on soit membre ou pas d'une association, la politisation a des effets selon des degrés et certains indicateurs influencent cette politisation à savoir : le niveau de connaissance de la politique, l'intérêt déclaré pour la politique et la capacité à se repérer dans le champ politique. Le processus de politisation est tributaire de la trajectoire sociale de l'acteur en situation. Le concept de la politisation reste polysémique et les auteurs l'abordent de diverses façons. Pour Jacques Lagroye, la politisation est un « *processus de requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activité* » (Hamidi : 2003).

Certains sociologues écartent toutes définitions de la politique et de la politisation, c'est le cas de Nina Eliasoph qui préfère le terme de « discours animé » par l'esprit public, un discours qui met en jeu l'intérêt général. En se rapprochant de la pensée bourdieusienne, Daniel Gaxie pense qu'il existe des mécanismes préétablis qui produisent des individus et définissent leurs relations. Ainsi, leurs modes d'appréhension du politique varient en fonction de leurs trajectoires sociales (Gaxie : 2005).

En Côte d'Ivoire, certaines organisations, normalement apolitiques avant la crise, se sont politisées à outrance. Ces organisations de jeunes apparaissent comme des espaces de fabrication du politique. Cette imbrication entre la société civile et la sphère politique n'est pas propre à la Côte d'Ivoire, les expériences des sociétés civiles d'autres pays de l'Afrique de l'ouest, témoignent de la complexité de ce concept. Ainsi, il nous semble légitime de nous interroger sur les facteurs explicatifs de la forte politisation des mouvements associatifs de jeunes en Côte d'Ivoire,

1. <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1631>

la trajectoire sociale des membres, et en quoi l'intensité concurrentielle entre les acteurs permet de diagnostiquer la crise ivoirienne? Cette réflexion s'est construite sur deux mouvements. L'un identifie les déterminismes liés à l'engagement des jeunes, l'autre ouvre le champ de la réflexion sur la fragilité de l'État comme cause de sa décadence.

I- LES DÉTERMINISMES LIÉS À L'ENGAGEMENT DES JEUNES DANS LA COMPÉTITION POLITIQUE

De nombreux postulats de réflexions et des résultats de travaux de terrain de chercheurs permettent de mieux cerner les facteurs explicatifs de la forte mobilisation des organisations de jeunes dans le conflit politique ayant favorisé la guerre civile. En étudiant les raisons liées à l'engagement des organisations de jeunes essentiellement alliés à des partis politiques dans la dynamique conflictuelle en Côte d'Ivoire, Francis Akindes et Moussa Fofana montrent comment ces derniers s'approprient le concept de patrie (Akindes et al : 2011).

Cette étude révèle le fait que les acteurs centraux du conflit armé ivoirien s'affrontent de manière interposée par le biais d'organisations de jeunes politiques, entre autres du sud : la galaxie patriotique (favorable au pouvoir de Laurent Gbagbo) et les jeunes de la rébellion du nord. Les auteurs analysent les dynamiques relationnelles entre acteurs et les logiques d'actions et d'engagements dans la violence par le biais d'organisations de jeunes aussi bien au Nord (dans la zone sous le contrôle de l'ex-rébellion) qu'au Sud (dans la partie sous contrôle gouvernemental).

Claudine Vidal fait une analyse de la crise ivoirienne. Pour elle, l'arrivée du multipartisme en Côte d'Ivoire a été marquée par une rupture avec l'idéologie incarnée par Félix Houphouët Boigny «le dialogue et la tolérance, la gestion cela nique de l'État» ce dont Francis Akindes qualifie de «compromis houphouëtiste» caractérisé essentiellement par le clientélisme politique.

Elle renchérit par l'analyse selon laquelle, une sociologie de la violence s'installait dans le climat politique ivoirien à travers :

L'«Assassinat de personnalités supposées trop en savoir sur la corruption gouvernementale par de mystérieux escadrons de la mort, [des] rumeurs de coups d'État préparés par l'opposition, [de] lourdes violences (tabassages, viols) à l'encontre des étudiants (mai 1991), [l']interdiction de leur nouveau syndicat et emprisonnement de leur leader, [l']enrôlement de nervis (les «loubards») par le pouvoir, arrestation, en février 1992, des organisateurs d'une marche de protestation, parmi lesquels Laurent Gbagbo et le pré-

sident de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme, tandis qu'une loi anti-casseur était votée à leur rencontre» (Le Pape, Vidale : 2003).

Ces violences présageaient une crispation dans le champ politique ivoirien. La rupture avec la paix sociale fut consommée avec des changements sociaux brusques : le multipartisme, la libéralisation de la presse, les grèves interminables en milieu étudiant, la libéralisation du syndicalisme.

Ce climat social tendu, selon Claudine Vidal, était une alerte précoce à la détérioration du champ politique puisqu'on assistait au développement d'une violence verbale dans les médias généralement alliés aux partis politiques. «*L'adversaire politique fut de plus en plus stigmatisé comme un ennemi de la nation, comme celui qui menaçait son intégrité, tendance qui devint systématique après le coup d'État de décembre 1999*» (Le Pape, Vidal : 2003).

Cette violence sociale a atteint son paroxysme par «la miliciarisation» tant au niveau de l'armée, que la jeunesse. Une forme de violence généralisée.

«Ce processus de miliciarisation gagna également des éléments de la police et de la gendarmerie qui, notamment à Abidjan, agirent en nervis à l'encontre des étrangers et des Ivoiriens du Nord. Les années suivantes, la criminalité propre aux forces armées d'État ne fit que s'aggraver : elle est demeurée impunie jusqu'à présent» (Human Rights Watch : 2000). La tentative de coup d'État du 19 septembre 2002 survint dans ce contexte de dégradation de la puissance publique. «*Dès lors, la dynamique de miliciarisation, encouragée dans la zone «loyaliste» par le pouvoir, suscita des organisations «patriotes» agissant en ville comme dans les villages. Quant à la zone «rebelle», elle fut conquise par les membres des anciennes milices militaires qui avaient, en 2000, terrorisé les populations abidjanaises, et auxquelles vinrent se joindre diverses factions armées. Dans les deux zones, la guerre civile entra dans la vie quotidienne et donna lieu à des violences extrêmes qui, il n'y a pas si longtemps, auraient paru impensables en Côte d'Ivoire» (Amnesty International : 2003).*

Richard Banegas, voit dans la guerre civile, le refoulement d'un colonialisme des jeunes ivoiriens à l'encontre d'une politique d'ingérence extérieure en l'occurrence des puissances occidentales. Ce refus s'est transformé en ultranationalisme ayant pour cibles les ennemis de l'État (Banegas : 2007).

Les jeunes interviewés au cours de cette étude, s'accordaient sur la réalité physique de la patrie comme le fondement de l'identité nationale. Cette étude révèle que certains jeunes du nord (fief de la rébellion) ont mis l'accent sur la justice sociale qui est

inéquitable à l'endroit des citoyens du nord et du déni de reconnaissance identitaire dont ils sont victimes. Par contre les jeunes du sud, favorables au parti au pouvoir de l'époque (Laurent Gbagbo) ont un autre positionnement sur la question du déni identitaire prétendu à l'encontre des ressortissants du nord. Nous retiendrons que le clivage Nord-Sud entre concitoyens ivoiriens a alimenté les tensions tant au niveau des luttes sociales que des espaces politiques en Côte d'Ivoire, jusqu'à l'éclatement de la guerre civile.

Cette étude révèle aussi le fait que: *«pour les jeunes du Sud, la résistance patriotique aurait pour objectif de protéger la nation. Ils se disent attachés aux valeurs démocratiques et leur loyauté au camp présidentiel se justifierait par le fait que le Président de la République incarne le mieux ces valeurs démocratiques. Quant au patriotisme des jeunes du Nord, il peut se définir mieux comme un patriotisme par réaction à un déni de citoyenneté fondée sur une «dépréciation ethnique» (Akindes et al: 2011).*

Le sentiment d'injustice et d'exclusion socio-politique dont pensent être victimes, les jeunes ivoiriens ressortissants du nord de la Côte d'Ivoire rationalisent leur engagement pour la défense de leur patrie contre le déni identitaire.

II- LA DÉCADENCE DE L'ÉTAT, COMME FACTEUR D'EXCLUSION SOCIALE

En effet, la guerre civile qu'a connue la Côte d'Ivoire a opposé des ivoiriens du nord aux ivoiriens du sud et la dimension identitaire est majeure dans la compréhension de ce conflit armé. Par ailleurs, Francis Akindes et Moussa Fofana qualifient cette attitude patriotique des jeunes ivoiriens du nord de *«patriotisme défensif»*, dans la mesure où, ces derniers se veulent les porte-paroles des populations du nord de la Côte d'Ivoire. Ils dénoncent l'exclusion socio-économique dont ils sont victimes, du fait qu'ils sont assimilés à des étrangers.

De même, ils dénoncent *«l'ivoirité»²*, comme un concept controversé et critiqué. Pour eux, ce concept a permis de légitimer un discours politique ethnocentrique, contre-productif pour la construction d'une nation pluri-ethnique avec des composantes diverses. *«Mais quand il y a des gens qui pensent qu'il y a*

des sous-peuples et qu'ils se définissent comme... ils pensent qu'ils sont plus Ivoiriens. Ils ont cherché à classifier les Ivoiriens, ils ont assimilé d'autres Ivoiriens à des étrangers... et c'était dit sur toutes les antennes ici et à ce moment-là ça a été mal posé. Ils n'ont pas clairement défini ce que eux, ils appelaient ivoirité... Les gens se cachent derrière les mots. (...) au fond, c'est pour des intérêts personnels, c'est pour cela.... et nos intérêts, pour nous, étaient en danger, par exemple pour quelqu'un qui était en train de dire que moi je ne suis pas Ivoirien par exemple, ... Moi, je me suis senti frustré et il fallait que je me défende (Béma Fofana, président du Sénat)» (Akindes et al: 2011).

Selon Francis Akindes et Moussa Fofana, les déterminismes liés à l'engagement laissent libre cours à de nombreuses interprétations puisque: *«les discours suivants sur la nécessité de défendre la patrie qui souvent se confond à la communauté selon les prises de positions mettent à nu la polarisation opposant Ivoiriens du Sud et du Nord» (Akindes et al: 2011).* Selon J. L. Campbell la réalité politique est *«... déterminée par des individus instrumentalement motivés qui agissent selon une logique utilitaire de coûts et bénéfices» (Campbell: 2003)* nous permet de mieux comprendre le caractère passionné de cette confrontation entre jeunes de partis politiques opposés. Puis la critique selon laquelle, une logique utilitaire peut être source de motivation de ces derniers, puisqu'ils s'approprient des enjeux de cette guerre civile tout en se mettant en premières lignes n'est pas vide de sens. Par ailleurs, la dynamique conflictuelle et les répertoires d'action et de mobilisation ne sont pas que l'expression des convictions politiques.

En effet, les logiques partisans varient en fonction des acteurs et de leurs positionnements. Le discours est complètement différent en ce qui concerne les jeunes ressortissants du sud alliés au pouvoir gouvernemental du président de l'époque Laurent Gbagbo. Ces derniers sont dans une logique de protection de l'État (contre la rébellion). Ils accusent les jeunes ressortissants du nord de la Côte d'Ivoire dont la région est le fief de la rébellion d'être des alliés d'une rébellion, la cause de la guerre civile. Selon Damana Pickas, responsable de la CONARECI: *«l'objectif inavoué de la rébellion est de donner la nationalité ivoirienne à des étrangers» (Akindes et al: 2011).* DJUE Eugène un jeune leader favorable au gouvernement de Laurent Gbagbo de l'époque, quant à lui a dénoncé l'implication de forces étrangères dans le conflit armé ivoirien et en l'occurrence la France. Il accuse la France

2. Pour BEDIE Henri Konan: «C'est un concept fédérateur, socle sur lequel doit reposer la nation ivoirienne, l'ivoirité constitue d'abord un cadre d'identification mettant l'accent sur les valeurs spécifiques de la société ivoirienne, mais est également un cadre d'intégration des premières composantes ethniques qui ont donné naissance à la Côte d'Ivoire et intègre tous les apports extérieurs qui sont venus se fondre dans le moule du destin partagé».

d'avoir instrumentalisé les jeunes nordistes ivoiriens contre l'État ivoirien, tout en dénonçant la rébellion.

Il renchérit en ces termes : « *La cause de la crise ivoirienne, elle est simple hein ! C'est une... n'est-ce pas, c'est une guerre économique que la France livre à la Côte d'Ivoire. Sinon, si on veut être classique,... moi je veux sortir du classique : « causes endogènes, causes exogènes, il y a à l'intérieur des frustrations et puis bon ! À l'extérieur les gens viennent appuyer », c'est faux ! Est-ce qu'en France il n'y a pas de frustrés ? En France il y a des frustrations. Aux États-Unis y a des frustrations, en Angleterre il y a des frustrés qui sont là. Est-ce que eux ils prennent les armes contre leurs pays ? Ils ne le font pas... parce que la France n'osera pas attaquer les USA aujourd'hui, parce l'Angleterre n'osera pas attaquer la France aujourd'hui. Ces frustrés-là sont là, mais cherchent à régler leurs problèmes autrement. Ce sont eux qui justifient ces guerres en Afrique, parce que ce n'est pas en Côte d'Ivoire seulement et pas aujourd'hui. Depuis les années 1960 les guerres existent, les coups d'État existent. Et en Côte d'Ivoire il y a une crise parce qu'y a eu un coup d'État qui a échoué le 19 septembre 2002. Ceux qui – n'est ce pas – donc ont voulu tenter ce coup d'État, c'est la France. La France a pu obtenir la possibilité de maintenir certaines personnes sur une partie du territoire. Moi je ne suis pas d'avis du tout d'avis avec les gens qui pensent que les raisons de cette crise, c'est des frustrations » (Akindes et al : 2011).*

Pour des africanistes comme Phillippe Huggon, la pression démographique et l'incapacité de l'État ivoirien a diversifié son économie longtemps soutenue par « 1960-1980 » par une production agricole dense au cours des vingt glorieuses années à favoriser l'épuisement de son modèle de développement. Ainsi, il indexe le manque d'ingénierie et la dépendance de l'économie ivoirienne vis-à-vis du marché extérieur et des capitaux français comme facteurs de la crise sociale.

À ces facteurs économiques se sont ajoutés, des considérations politiques à savoir : l'instrumentalisation des clivages ethnolinguistiques et la mobilisation identitaires dans les compétitions électorales. À cela s'ajoutent, la crise de l'État et les déficits de participation politique. Puis les réformes internes, fondées sur les principes de l'autochtonie (*loi foncière de 1998*), de l'ivoirisation des postes et de l'« ivoirité » (*code de nationalité*). Il renchérit son argumentation en précisant trois facteurs explicatifs du conflit armé ivoirien.

À savoir : « *économies de rentes et conflits de captation de richesses, la faillite du contrat social et la défaillance institutionnelle – pertes de confiance, systèmes de représentation et croyance* ».

Les facteurs précités par Philippe Huggon peuvent être réducteurs dans la lecture d'un conflit, puisque la complexité des conflits armés sur le continent nécessite une analyse globale et non l'identification de facteurs exclusifs (Hugon : 2003).

Au-delà de la dimension économique, la rupture du lien social et la défaillance du système institutionnel, nous pensons que le rapport au pouvoir dans sa jouissance sous le prisme culturel peut justifier la pérennisation d'un régime dictatorial et être sources de conflits armés.

Certaines variables culturelles peuvent rationaliser la longévité des conflits armés.

La dimension ethnique dans les conflits armés en Afrique n'est plus à démontrer, puisque les hostilités conflictuelles sont souvent des espaces de réglementation des différends entre communautés longtemps opposées par des conflits de générations.

Ainsi, les hostilités conflictuelles apparaissent comme des opportunités de régulation des rapports ou d'imposition de domination entre des communautés rivales.

Pour Francis AKINDES, la crise politique en Côte d'Ivoire émane de l'incapacité des politiques à réinventer une nouvelle architecture politique en dehors du consensus houpouëtiste.

Pendant l'époque du parti unique (1960-1993), sous la présidence de Félix Houphouët-Boigny, l'économie était du ressort de la croissance agricole était inégalable. Ainsi, la cohésion sociale reposait sur un despotisme éclairé, à savoir : une intégration par le prisme de l'économie.

Or, après sa succession, on assista une inversion du primat politique sur l'économique ayant pour conséquence la recherche de nouveaux piliers de la citoyenneté afin de justifier des politiques de redistribution les immigrés devenus en supériorité numérique importante. Cette situation donne naissance à la redéfinition d'une nouvelle citoyenneté ivoirienne.

Ce que Francis Akindes appelle des « zones d'incertitudes dans la définition de la citoyenneté ». En portant une réflexion sur les conflits de légitimité politique au sein des États africains, Lacine Sylla fait état d'un diagnostic dans la configuration et la conception de l'État. De ce dysfonctionnement ressort l'idée selon laquelle, la conception et l'architecture de l'État colonial n'ont pas évolué malgré les nombreux changements sociaux et les considérations d'ordre démographiques, conflictuelles, économiques.

CONCLUSION

La participation politique même dans un environnement concurrentiel et de compétition politique peut

être l'expression d'une bonne gouvernance. Mais lorsque, celle-ci est à des fins de privatisation de l'État ou de violation des droits de l'homme, elle demeure contre-productive du fait qu'elle pérennise la culture de la violence politique. La guerre civile en Côte d'Ivoire s'est présentée comme une structure d'opportunités pour de nombreuses organisations de jeunes. Certaines organisations déjà politisées se sont vues très politisées. Ainsi, le caractère ambivalent de la société civile comme arène de socialisation et de participation politique, puis comme tremplin de formation pour des futurs acteurs politiques. L'expérience ivoirienne aura démontré le fait que la décadence de l'État et les politiques d'exclusion socio-économique sont des facteurs de conflictualité. Les défis de la société politique ivoirienne résident dans sa capacité à renouveler sa classe politique et favorisé la participation politique d'une jeunesse désireuse d'accéder aux instances décisionnelles.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrage

AKINDES F. et al (2011) *Côte d'Ivoire: la réinvention de soi dans la violence*. Dakar, CODESRIA, 256 p.

Articles scientifiques

BANEGAS, R., 2007, «Côte d'Ivoire: les jeunes 'se lèvent en hommes'. Anticolonialisme et ultranationalisme chez les jeunes patriotes d'Abidjan», *Les Études du CERI*, n°137, Paris, Sciences Po.

CAMPBELL, John Lyrics, 2002, «La théorie du choix rationnel contre les sciences sociales? Bilan des débats contemporains», *Sociologie et sociétés*, Volume 34, Numéro 1, p. 35-50.

Daniel Gaxie, 2002, «Appréhension du politique et mobilisation des expériences sociales», *Revue française de science politique*, 52 (2-3), p. 145-178.

Hamidi Camille, 2003, «Les processus de politisation», in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, p. 359-372.

HUGON Philippe, 2003, «Les conflits armés en Afrique: apports, mythes et limites de l'analyse économique», *Revue Tiers-Monde* /4 (n° 176), p. 829-855.

LE PAPE, Marc et VIDAL, Claudine, 2003, *Côte d'Ivoire, l'année terrible, 1999-2000*, Paris: Karthala.

Nonna Mayer, 2003, «Les conséquences politiques du "capital social": le cas français», *Revue internationale de politique comparée*, 10 (3), p. 381-395.

OTAYEK René, 1999, «La démocratie entre mobilisations identitaires et besoin d'État: y a-t-il une «exception» africaine?», *Autrepart*, p. 5-22.

RANGEON François, 1986, «Société civile: histoire d'un mot», in *La société civile*, Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique, PUF, pp.9-32.

Rapports institutionnels

Human Rights Watch 2000; Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) 2000; Nations Unies 2001.

Amnesty International, «Côte d'Ivoire: une suite de crimes impunis. Du massacre des gendarmes à Bouaké aux charniers de Daloa, de Monoko-Zohi et de Man», 27 février 2003; Human Rights Watch, «Prise entre deux guerres: violence contre les civils dans l'ouest de la Côte d'Ivoire», août 2003, vol. 15, n° 14 (A).